BRUNOY

PROCES-VERBAL

DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	28
Nbre d'Absents excusés :	7

SEANCE DU jeudi 12 février 2026

Le jeudi douze février deux mille vingt-six à 19 h 08, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN a été désigné comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Eric ADAM, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Monsieur Timotée DAVIOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Céline PAVILLON, Monsieur Dominique SERGI, Madame Claudine ROSSIGNOL, Monsieur Lionel SENTENAC, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur François FAREZ, Madame Clarisse ANDRÉ, Monsieur Jean FIORESE, Monsieur Nourdine SEDRATI, Madame Evelyne BERTELLI, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Fatiha AKHSIL, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Madame Henriette SPIEGEL, Monsieur Jean-Marc TREUIL, Monsieur Jean-Michel MATHY, Monsieur Arnaud DEGEN, Madame Agnès BONAFOUS, Monsieur Kilé Olivier YENGE

POUVOIRS :
Madame Marie-Hélène EUVRARD a donné pouvoir à Monsieur Bruno GALLIER,
Madame Nathalie DO HUU a donné pouvoir à Monsieur Nicolas DOHIN,
Monsieur Franck PEROIS a donné pouvoir à Monsieur Eric ADAM,
Madame Christie GEY a donné pouvoir à Madame Nathalie ALCARAZ,
Monsieur Manuel DE CARVALHO a donné pouvoir à Madame Valérie RAGOT,
Madame Elisabeth FALOU a donné pouvoir à Monsieur Jérôme MEUNIER,
Monsieur Eric BASSET a donné pouvoir à Monsieur Dominique SERGI

La séance est ouverte à 19 h 08, sous la présidence de M. le Maire, Bruno Gallier.

M. le Maire.- Bonsoir à toutes et à tous, chers collègues.

J'invite Nicolas Dohin à procéder à l'appel en tant que secrétaire de séance.

M. DOHIN.- Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir chers collègues et bonsoir au public.

(Nicolas Dohin, désigné secrétaire de séance, procède à l'appel nominal.)

M. le Maire.- Le *quorum* étant atteint, nous pourrons valablement délibérer.

Informations générales

M. le Maire.- Je n'ai pas véritablement d'informations à caractère général à vous délivrer ce soir, si ce n'est - et je pense que vous l'avez tous appréhendé - qu'il s'agit du dernier Conseil municipal de notre mandature. Une mandature qui, souvenez-vous, s'est ouverte dans une période de confinement : un Conseil municipal d'installation à la fois reporté et fortement impacté par le contexte. Pour autant, cette mandature, au sein de cette instance, s'est plutôt très bien passée, et je tenais à vous en remercier tous.

Quel que soit le résultat des prochaines élections, quels que soient les parcours des uns et des autres à l'issue de cette mandature, je souhaitais vous remercier pour la qualité de nos débats et pour le climat de respect dans lequel s'est inscrit l'essentiel, voire la totalité, de nos interventions. Merci pour tout cela.

Je souhaite également remercier notre administration, car vous savez que, derrière nos séances de Conseils municipaux, se cache un travail très conséquent accompli par les services, par la direction générale de la Collectivité, que je tiens à saluer, ainsi que par notre service juridique, particulièrement bien représenté ce soir puisque Aurélie Paoli et Gisèle Pinet sont présentes. Je pense que nous pouvons les remercier et les applaudir pour le travail réalisé.

(Applaudissements)

Il est toujours intéressant de porter un regard rétrospectif sur la mandature et, notamment, de vous communiquer un certain nombre d'éléments chiffrés. Nous avons tenu 34 Conseils municipaux, au cours desquels 538 délibérations ont été examinées, soit un peu moins de 90 délibérations par an.

Sur ces 538 délibérations, 48,4 % - chiffre particulièrement précis - ont été adoptées à l'unanimité, ce que je considère comme hautement significatif. Seules 5 % d'entre elles ont fait l'objet d'au moins un vote contre. Cela témoigne à la fois d'un travail conduit dans un climat de respect et de notre capacité à nous retrouver, de manière unanime, sur un grand nombre de sujets et de décisions. C'est, me semble-t-il, un élément très intéressant, tant pour les élus de la majorité que je dirige que pour ceux de l'opposition. Je crois pouvoir dire que, durant ce mandat, nous avons eu une opposition globalement constructive, et je tiens à l'en remercier.

Telles sont les données statistiques que je souhaitais vous présenter.

Les délibérations examinées ce soir sont incluses dans le total de 538 que je vous ai indiqué ; en revanche, je ne connais pas encore les votes de ce soir. Quoi qu'il en soit, nous ne passerons pas à 25 % de délibérations ayant recueilli des votes contre sur l'ensemble de la mandature : nous resterons, j'en suis convaincu, sur un taux relativement faible.

Présentation des décisions rapportées en séance

M. le Maire.- Vous avez reçu l'ensemble des décisions que j'ai prises depuis notre dernier Conseil municipal. Au regard de ces décisions, souhaitez-vous, les uns ou les autres, formuler des questions ?

Monsieur Mathy, nous vous écoutons.

M. MATHY.- Bonsoir à toutes et à tous. J'ai deux remarques concernant ces décisions. La première porte sur l'attribution du marché public relatif à la maintenance préventive et curative des ascenseurs et monte-charges, qui a fait l'objet d'une attribution le 2 décembre puis d'une décision de retrait le 5 janvier. Il serait utile que vous puissiez nous en dire quelques mots.

La seconde concerne la décision DEC 25.116 relative au fonds de concours de la CAVYVS « Favoriser le développement de l'usage du vélo au quotidien », pour une demande de subvention de 17 871 €. Il existe à la fois une décision et une délibération du Conseil municipal. Je me demandais s'il s'agissait de la même chose ou de deux actes distincts. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point ?

M. le Maire.- Je vais tenter de répondre à vos questions, Monsieur Mathy. Y a-t-il d'autres observations ? *(Aucune)*

S'agissant de la première décision que vous avez relevée, il s'agit de l'attribution d'un marché à l'entreprise RATP Maintenance Services pour la maintenance préventive et curative de nos ascenseurs. Si j'ai bien compris la difficulté - et les services pourront me corriger le cas échéant -, il semble que, lors de l'examen des dossiers, l'absence d'un certain nombre de documents demandés n'ait pas été notée dans le dossier présenté par RATP Maintenance Services. De ce fait, la décision d'attribution a dû être annulée, sans d'ailleurs que le titulaire en ait été informé, et le marché a été attribué à une autre société, Orona, à Sucy-en-Brie, pour un montant identique.

Ai-je répondu de façon satisfaisante à votre question ? *(Acquiescement d'un signe de tête de Jean-Michel Mathy)*

Il s'agissait donc de pièces manquantes qui n'avaient pas été repérées lors de l'examen du dossier.

(Arrivée en séance d'Agnès Bonafous)

Concernant la deuxième décision, peut-être que Valérie Ragot peut répondre ? J'ai néanmoins le sentiment que la décision a été prise et que la délibération présentée ce soir au Conseil municipal est de même nature. Est-ce exact ?

Mme RAGOT.- Bonsoir à toutes et à tous. La délibération présentée ce soir concerne le fonds de concours - c'est bien de cela que vous parlez, Monsieur Mathy *(acquiescement d'un signe de tête)* -, qui a été adopté et voté par le Conseil communautaire. La délibération que nous présentons ce soir permettra à l'Agglomération, qui a déjà délibéré, de procéder au versement du fonds de concours ; sans cette délibération, le versement n'est pas possible. L'ensemble a bien entendu été vu avec la Communauté d'agglomération lors du dépôt du dossier.

M. MATHY.- Je vous prie de m'excuser, mais cela ne répond pas vraiment à la question.

M. le Maire.- La question portait plutôt sur le fait de comprendre pourquoi, pour une même décision, il existe à la fois une décision et une délibération. L'administration peut-elle nous éclairer sur ce point ?

(Aurélie Paoli se rapproche de M. le Maire pour lui glisser la réponse à voix basse.)

M. le Maire.- C'est très clair. Merci.

L'Agglomération nous a demandé de prendre une décision afin de pouvoir soumettre au Conseil communautaire une délibération sur ce sujet. Ce soir, nous vous présentons donc une délibération, qui constitue la voie naturelle pour statuer sur la demande de ce fonds de concours. Est-ce plus clair ?

M. MATHY.- À peu près. Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi elle figure dans la liste des décisions.

M. le Maire.- Vous conviendrez que nous sommes tenus de délibérer dès lors que nous sollicitons des subventions. En revanche, pour que la délibération puisse être soumise au Conseil communautaire, il était nécessaire de produire un document attestant que la Ville de Brunoy était bien demandeuse. C'est pour cette raison que nous avons adressé à la Communauté d'agglomération une décision indiquant que nous sollicitons son concours pour le financement de ces garages à vélos.

M. MATHY.- C'est clair. Cela signifie donc que la somme en question est bien de 17 871 € et non le double ?

M. le Maire.- La somme est le montant de la subvention sollicitée.

M. MATHY.- D'accord. Merci.

M. le Maire.- Y a-t-il d'autres questions ? *(Aucune)*

(Arrivée en séance de Kilé-Olivier Yenge)

DECISIONS RAPPORTEES EN SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 12 FEVRIER 2026

Vu l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

Date	N° Décision	Objet	Montant € TTC	Organisme ou Fournisseur	Date - Préfecture
01 décembre 2025	DEC 25.108/K	DESIGNATION ET ENGAGEMENT DES FRAIS D'HONORAIRES DU CABINET D4 AVOCATS, 53 RUE DE TURBIGO 75003 PARIS, DANS L'AFFAIRE OPPOSANT M. FERNANDES A LA VILLE DE BRUNOY		CABINET D4 AVOCATS 75003 PARIS	03 décembre 2025
02 décembre 2025	DEC 25.109/DC	SIGNATURE D'UN MANDAT DE VENTE NON EXCLUSIF RELATIF A LA VENTE DU TERRAIN SIS 1 AVENUE JOFFRE AVEC L'AGENCE LM	7 000,00	AGENCE LM 91800 BRUNOY	02 décembre 2025
02 décembre 2025	DEC 25.110/DP	ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC N°PA25030 RELATIF A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURRATIVE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES DE LA VILLE DE BRUNOY	48 000,00	RATP MAINTENANCE SERVICES 77600 BUSSY SAINT-MARTIN	02 décembre 2025
03 décembre 2025	DEC 25.111/DH	TARIFS 2026 DU MUSEE ROBERT DUBOIS-CORNEAU, APPLICABLES AU 1ER JANVIER 2026		MAIRIE DE BRUNOY 91800 BRUNOY	08 décembre 2025
03 décembre 2025	DEC 25.112/H	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION FEDERATION GENERALE DES RETRAITES DES CHEMINS DE FER SECTION LOCALES		ASSOCIATION FEDERATION GENERALE DES RETRAITES DES CHEMINS DE FER 91800 BRUNOY	08 décembre 2025

Date	N° Décision	Objet	Montant € TTC	Organisme ou Fournisseur	Date - Préfecture
05 décembre 2025	DEC 25.113/DP	ATTRIBUTION DU MARCHE PA25033 RELATIF A LA REHABILITATION ET L'EXTENSION D'UN BATI EXISTANT POUR L'ECOLE MATERNELLE SOULINS - LOT 1 DESAMIANTAGE/DEMOLITION NON STRUCTURELLE/CURAGE	144 000,00	SOCIETE REMOVE 77183 CROISSY BEAUBOURG	10 décembre 2025
08 décembre 2025	DEC 25.114/DN	TARIFS 2026 DEPARTEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE, APPLICABLES AU 1ER JANVIER 2026		MAIRIE DE BRUNOY 91800 BRUNOY	10 décembre 2025
09 décembre 2025	DEC 25.115/K	DESIGNATION ET ENGAGEMENT DES FRAIS D'HONORAIRES DU CABINET D4 AVOCATS, 53 RUE DE TURBIGO 75003 PARIS, DANS L'AFFAIRE OPPOSANT MADAME BONAFOUS A LA VILLE DE BRUNOY		D4AVOCATS 75003 PARIS	15 décembre 2025
29 décembre 2025	DEC 25.116/DB	FONDS DE CONCOURS CAVYVS « FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE L'USAGE DU VELO AU QUOTIDIEN » - DEMANDE DE SUBVENTION	17 871,00	COMMUNAUTE D'AGLOMERATION VAL D'YERRES ET VAL DE SEINE 91805 BRUNOY CEDEX	30 décembre 2025
05 janvier 2026	DEC 26.001/P	DECISION DE RETRAIT DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC N°PA25030 RELATIF A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURRATIVE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES DE LA VILLE DE BRUNOY	48 000,00	RATP MAINTENANCE SERVICES 77600 BUSSY SAINT MARTIN	05 janvier 2026
06 janvier 2026	DEC 26.002/DP	ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC N°PA25030 RELATIF A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURRATIVE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES DE LA VILLE DE BRUNOY	48 000,00	ORONA 94370 SUCY-EN-BRIE	06 janvier 2026
16 janvier 2026	DEC 26.003/DO	CONCLUSION D'UN BAIL PROFESSIONNEL RELATIF A UN CABINET MEDICAL SIS 3 BD CHARLES DE GAULLE – CC TALMA AVEC LE DOCTEUR MEILLAT		DOCTEUR MEILLAT 91800 BRUNOY	19 janvier 2026
21 janvier 2026	DEC 26.004/DP	ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC N°PA25026 RELATIF A L'ENTRETIEN PREVENTIF ET CURATIF DES INSTALLATIONS DE SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE POUR LA VILLE DE BRUNOY	60 000,00	SATELEC 91170 VIRY-CHATILLON	22 janvier 2026

Approbation des procès-verbaux des séances du 23 septembre 2025 et du 11 décembre 2025

M. le Maire.- Je suis assez familier des oublis, et notamment de l'un d'entre eux que je commets presque à chaque Conseil municipal, et que l'administration ne manque jamais de me rappeler vertement. Je ne l'ai cependant pas omis ce soir, d'autant plus qu'il s'agit du dernier : l'approbation des procès-verbaux de nos séances des 23 septembre et 11 décembre 2025.

Ces procès-verbaux vous ont été transmis. Ils ont donné lieu, notamment avec vous, Madame Bonafous, à plusieurs échanges avec les services. Je crois que les corrections ont désormais été apportées et que les deux procès-verbaux qui vous sont soumis ce soir peuvent être validés en l'état.

Y a-t-il des observations résiduelles ? Madame Bonafous.

Mme BONAFOUS.- J'ai bien reçu une modification qui m'a été signifiée par mail, mais je n'ai pas encore vu la version finale. Je suppose toutefois que la modification a bien été intégrée et qu'il n'est pas nécessaire que je consulte cette version finale.

M. le Maire.- Les services m'assurent - je viens de les entendre - que la modification a bien été effectuée conformément à vos souhaits.

Je vous invite à procéder au vote.

Il est procédé au vote à main levée sur le procès-verbal de la séance du 23 septembre 2025, qui est approuvé à l'unanimité.

Il est procédé au vote à main levée sur le procès-verbal de la séance du 11 septembre 2025, qui est approuvé à l'unanimité.

M. le Maire.- Je vous remercie.

L'ORDRE DU JOUR EST LE SUIVANT :

26.001/D	AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2026 - BUDGET PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°25.066/D
26.002/D	AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2026 - BUDGET PRINCIPAL VILLE - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°25.067/D
26.003/DB	DEMANDE D'ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'YERRES - VAL DE SEINE : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE L'USAGE DU VELO AU QUOTIDIEN
26.004/DC	ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE AO 384 SITUEE A L'ANGLE DE LA RUE DU REVEILLON ET DE LA PLACE SAINT MEDARD A BRUNOY
26.005/DE	CREATION D'UN POSTE D'AGENT D'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS SPORTIFS AU SEIN DU SERVICE DES SPORTS ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS
26.006/DE	RECRUTEMENT DE VACATAIRES POUR ASSURER DES ACTIONS DE FORMATION A DESTINATION DES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE
26.007/DH	APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION D'INSCRIPTION DE LA VILLE DE BRUNOY AU DISPOSITIF DE CINEMA ITINERANT PORTE PAR L'ASSOCIATION CINESSONNE
26.008/D	OCTROI D'UNE SURCHARGE FONCIERE A SNL PROJET SAINT MEDARD D'UN MONTANT DE 90 000€ - RETIRÉ

M. le Maire - L'ordre du jour étant ainsi arrêté, il est procédé à l'examen des rapports.

Je vous propose de procéder à l'examen des différentes délibérations, en vous informant que la dernière délibération initialement inscrite à l'ordre du jour, portant sur l'octroi d'une surcharge foncière à SNL Projet Saint-Médard pour un montant de 90 000 €, est retirée. Elle est simplement reportée, autrement dit ajournée, au motif que nous n'avons pas encore reçu l'ensemble des documents nécessaires pour nous permettre de délibérer sur cette surcharge foncière.

Les délibérations soumises ce soir ne sont pas très nombreuses. La première concerne l'autorisation de liquider et de mandater des dépenses d'investissement.

La parole est à Céline Pavillon et à François Farez, dans un duo auquel nous nous sommes habitués et auquel, je dois le dire, il sera difficile de renoncer.

Affaire 26.001/D : AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2026 - BUDGET PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°25.066/D

Madame PAVILLON Céline, Adjointe au Maire, expose :

Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir chers collègues.

Il s'agit d'une délibération visant à procéder à la régularisation des dépenses d'investissement à engager avant le vote du budget. Une erreur est en effet intervenue lors de la transmission des éléments à la préfecture. Pour rappel, ce sont bien 25 % des dépenses d'investissement du budget 2025 qui peuvent être autorisés, ce qui représente un montant de 55 680 € pour le parking du Hameau Lachambaudie.

Chapitre	Crédits ouverts en 2025 (hors reports)	Autorisation avant le vote du BP 2026
21 - Immobilisations corporelles	222 322,76 €	55 580,69 €
23 - Immobilisations en cours	400 €	100 €
TOTAL	**222 722,76 €**	**55 680,69 €**

Monsieur le Maire vous demande de bien vouloir en délibérer. Juste avant, je cède la parole à mon collègue, qui vous rappellera quelques chiffres relatifs à la fréquentation du parking ainsi qu'aux projets à venir.

Monsieur FAREZ François, Conseiller municipal délégué, expose :

Bonsoir à tous.

Il est projeté quelques travaux pour l'année prochaine et les suivantes, notamment la rénovation de la passerelle. Les revêtements de sol ainsi que le garde-corps doivent être remis en état. Ces travaux seront engagés dès l'année prochaine, pour un montant conséquent : environ 56 000 € pour la réfection des sols et près de 80 000 € pour la remise en état du garde-corps et d'autres éléments.

Par ailleurs, la reprise du marquage au sol de la partie extérieure est également programmée, afin de permettre un stationnement mieux adapté à la largeur des véhicules.

Affaire 26.001/D : AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2026 - BUDGET PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°25.066/D

M. le Maire.- Merci, François. Quand tu parles de l'année prochaine, en réalité, il s'agit de cette année ?

M. FAREZ.- Oui, celle en cours.

M. le Maire.- Y a-t-il des questions concernant cette délibération ? Madame Bonafous.

Mme BONAFOUS.- Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues.

Ce soir, nous régularisons une erreur de près de 3 000 €, mais je souhaiterais revenir sur un échange beaucoup plus ancien. En septembre dernier, je vous avais interrogé sur 11 587 € inscrits au budget du parking du Hameau Lachambaudie. Je souhaitais savoir quels travaux, quels équipements, quels services seraient concernés par cette somme, et votre réponse fut, je cite : *« Cette écriture ne recouvre pas les travaux précisément établis. »* Vous ajoutiez : *« Rassurez-vous néanmoins, ces crédits, s'ils devaient être consommés, seront affectés à des dépenses utiles du parking à ses utilisateurs. »*

Ce soir, vous nous demandez d'autoriser 55 680 € de dépenses en raison d'une erreur ; je vous repose donc la question et vous interroge à nouveau sur les 11 587 €, s'il vous plaît.

M. le Maire.- Céline, avez-vous des éléments de réponse pour satisfaire la curiosité de Mme Bonafous ?

Mme PAVILLON.- Oui, c'était la réponse formulée : il s'agit d'une enveloppe budgétaire non fléchée, simplement destinée à valider un budget.

Mme BONAFOUS.- Un budget ?

M. le Maire.- Nous ne reprendrons pas tout le débat déjà tenu. Effectivement, dans un budget, Madame Bonafous, certaines dépenses sont précisément ciblées tandis que d'autres relèvent d'enveloppes prévues pour répondre à des besoins de travaux qui ne sont pas nécessairement clairement identifiés au moment de l'arrêté budgétaire.

Pour prendre une comparaison plus concrète, lorsque vous construisez votre budget personnel, j'imagine que vous n'êtes pas en capacité d'affecter précisément toutes vos liquidités à des projets bien précis : il y a parfois une part d'imprécision, sans que cela ne soit totalement imprécis. C'est aussi simple que cela.

La réponse vous satisfait-elle ?

Mme BONAFOUS.- Lorsque j'ai mon budget à gérer, je ne suis pas aussi précise que 11 587 €.

M. le Maire.- Je ne comprends pas, mais ce n'est pas grave.

Monsieur Degen ?

M. DEGEN.- Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir chers collègues.

Je souhaitais vous dire que j'ai constaté, avec satisfaction, que le panneau GPL a été retiré : je vous en remercie et m'en réjouis. En revanche, n'oubliez pas qu'il existe également le parking du théâtre, en face, où le panneau GPL est toujours présent. N'hésitez donc pas à le retirer aussi.

M. le Maire.- Merci, Monsieur Degen, mais je ne suis pas sûr que vous nous l'ayez précisé à l'époque. Mais maintenant, nous allons le faire. Je plaisante !

Affaire 26.001/D : AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2026 - BUDGET PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°25.066/D

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur Le Maire,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°25.066/D en date du 11 décembre 2025 portant autorisation d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement avant le vote du Budget 2026 – Budget Parking du Hameau Lachambaudie,

CONSIDERANT l'erreur matérielle en conséquence de la transmission erronée du fichier informatique, lequel comportait des montants non conformes,

CONSIDERANT le courrier de la Préfecture de l'Essonne en date du 8 janvier 2026 nous invitant à procéder à la régularisation des montants erronés mentionnés dans la délibération n°25.066/D,

CONISIDERANT la nécessité d'abroger la délibération n°25.066/D en date du 11 décembre 2025 et de présenter au Conseil municipal une délibération modifiée,

CONSIDERANT la nécessité, pour le fonctionnement de la Collectivité, de pouvoir engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif pour 2026,

Sa Commission Ressources et Dialogue Social entendue,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE
29 Voix Pour, 6 Abstentions

ARTICLE 1 : ABROGE la délibération n°25.066/D en date du 11 décembre 2025 susvisée.

ARTICLE 2 : DECIDE d'autoriser par anticipation l'ordonnateur à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% maximum des crédits ouverts au budget de l'exercice 2025 (hors remboursement de la dette et hors reports) pour les comptes suivants :

Chapitre	Crédits ouverts en 2025 (hors reports)	Autorisation avant le vote du BP 2026
21 - Immobilisations corporelles	222 322,76 €	55 580,69 €
23 - Immobilisations en cours	400 €	100 €
TOTAL	**222 722,76 €**	**55 680,69 €**

ARTICLE 3 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

M. le Maire.- Je vous remercie.

M. le Maire - Nous poursuivons avec une délibération de même nature que la précédente, qui concerne cette fois le budget principal de la Ville et la parole est à Dominique Sergi.

Affaire 26.002/D : **AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2026 - BUDGET PRINCIPAL VILLE - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°25.067/D**

Monsieur SERGI Dominique, Adjoint au Maire, expose :

Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous, chers collègues.

Il s'agit également d'une délibération rectificative. On peut constater l'efficacité du contrôle de légalité par le préfet, qui a relevé qu'une erreur matérielle s'était glissée dans les éléments qui lui avaient été transmis, affectant le montant des crédits d'investissement que M. le Maire pouvait engager au titre de l'exercice 2026 avant le vote du budget.

La somme ainsi arrêtée et corrigée s'établit à 1 490 181,22 €. Il s'agit donc d'un montant rectifié par les services de la préfecture à la suite de cette erreur matérielle, et nous vous prions d'excuser, au nom de la majorité, la gêne occasionnée par la réitération de cette délibération, qui reste par ailleurs de nature classique.

Chapitre	Budgété 2025	Autorisation avant vote du BP 2026
20	1 184 300 €	296 075 €
204	90 000 €	22 500 €
21	4 068 424,86 €	1 017 106,22 €
23	590 000 €	147 500 €
26	18 000 €	4 500 €
27	5 000 €	1 250 €
10	5 000 €	1 250 €
TOTAL	**5 960 724,86 €**	**1 490 181,22 €**

Monsieur le Maire vous demande de bien vouloir en délibérer.

M. le Maire.- Merci, Monsieur le rapporteur.

Y a-t-il des observations sur cette délibération ? *(Aucune)*

Je vous invite à procéder au vote.

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur Le Maire,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

Affaire 26.002/D : **AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2026 - BUDGET PRINCIPAL VILLE - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°25.067/D**

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°25.067/D en date du 11 décembre 2025 portant autorisation d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement avant le vote du Budget 2026 – Budget Principal Ville,

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement afin d'assurer la continuité des services dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent jusqu'à l'adoption du budget primitif 2026,

CONSIDERANT l'erreur matérielle en conséquence de la transmission erronée du fichier informatique, lequel comportait des montants non conformes,

CONSIDERANT le courrier de la Préfecture de l'Essonne en date du 8 janvier 2026 nous invitant à procéder à la régularisation des montants erronés mentionnés dans la délibération n°25.067/D,

CONISIDERANT la nécessité d'abroger la délibération n°25.067/D en date du 11 décembre 2025 et de présenter au Conseil municipal une délibération modifiée,

Sa Commission Ressources et Dialogue Social entendue,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE
29 Voix Pour, 6 Abstentions

ARTICLE 1 : ABROGE la délibération n°25.067/D en date du 11 décembre 2025 susvisée.

ARTICLE 2 : AUTORISE M. le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de 2026 avant le vote du budget 2026, dans la limite de 25% maximum des crédits ouverts au budget de l'exercice 2025.

Chapitre	Budgété 2025	Autorisation avant vote du BP 2026
20	1 184 300 €	296 075 €
204	90 000 €	22 500 €
21	4 068 424,86 €	1 017 106,22 €
23	590 000 €	147 500 €
26	18 000 €	4 500 €
27	5 000 €	1 250 €
10	5 000 €	1 250 €
TOTAL	**5 960 724,86 €**	**1 490 181,22 €**

Affaire 26.002/D : **AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2026 - BUDGET PRINCIPAL VILLE - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°25.067/D**

ARTICLE 3 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

M. le Maire.- Je vous remercie.

M. le Maire - Nous en venons à la délibération dont nous avons déjà largement défloré l'objet tout à l'heure. Je cède à présent la parole à Valérie Ragot, qui rapportera sur le sujet des garages à vélos.

Mme RAGOT.- Monsieur le Maire, il ne s'agit pas de garages à vélos ; ce sont des abris vélo.

M. le Maire.- Pardon.

Affaire 26.003/DB : **DEMANDE D'ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'YERRES - VAL DE SEINE : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE L'USAGE DU VELO AU QUOTIDIEN**

Madame RAGOT Valérie, Adjointe au Maire, expose :

J'en ai parlé en introduction de ce Conseil municipal : il s'agit d'autoriser M. le Maire à formuler auprès de notre Agglomération une demande de subvention pour la poursuite du déploiement des abris vélo dans la commune, sur cinq sites. J'avais d'ailleurs, je crois, précisé lors de la délibération ayant porté sur le déploiement des premiers abris vélo qu'une deuxième salve serait probablement envisagée, ce qui est désormais le cas.

Nous demandons donc une subvention à hauteur de 50 % du montant des travaux, soit 17 871 €. Cette subvention nous a été accordée à l'unanimité de l'assemblée du Conseil communautaire, tout comme la première série d'abris vélo avait été votée à l'unanimité.

M. le Maire.- Très bien. Merci.

Y a-t-il des questions ? *(Aucune)*

Je vous invite à procéder au vote.

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur Le Maire,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L5214-16 V,

VU la délibération n°2022-069 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine portant approbation du Schéma communautaire des liaisons douces (plan d'action, atlas et charte des aménagements cyclables) en date du 20 octobre 2022,

VU la délibération n°2022-070 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine portant approbation du règlement du fonds de concours relatif à la mise en œuvre du Schéma communautaire des liaisons douces en date du 20 octobre 2022,

CONSIDERANT que la Commune de BRUNOY souhaite agir en faveur du développement des mobilités douces sur son territoire, notamment en projetant l'installation de sept abris vélos à proximité immédiate d'équipements publics,

Affaire 26.003/DB : DEMANDE D'ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'YERRES - VAL DE SEINE : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE L'USAGE DU VELO AU QUOTIDIEN

CONSIDERANT que ce projet est éligible audit fonds de concours,

Sa Commission Ressources et Dialogue Social entendue,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

ARTICLE 1: APPROUVE le projet de mise en place de 5 abris vélos au droit d'équipements publics, pour un montant total de 35 742,00 € HT.

ARTICLE 2: SOLLICITE pour la réalisation de l'opération mentionnée à l'article 1er l'octroi du fonds de concours susvisé, par la Communauté d'Agglomération du Val d'Yerres Val de Seine, d'un montant estimé à 17 871,00 € HT.

ARTICLE 3: APPROUVE le plan de financement annexé à la présente délibération.

ARTICLE 4: AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à la réalisation de l'opération mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 5: DIT que ces dépenses sont inscrites au budget de la Commune.

ARTICLE 6: DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

M. le Maire.- Je vous remercie.

FONDS DE CONCOURS CAVYVS
FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE L'USAGE DU VELO AU QUOTIDIEN

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

ANNEE 2026 (engagement 2025)

Sites concernés	Coût de l'opération HT (€)	Montant de la subvention CAVYVS	Reste à charge final (€)
BASE DE LOISIRS REIGATE & BANSTEAD	7 148,40 €	*3 574,20 €*	**3 574,20 €**
SECTEUR SAINT-PIERRE - RUE DE MONTGERON	7 148,40 €	*3 574,20 €*	**3 574,20 €**
GYMNASE COUBERTIN	7 148,40 €	*3 574,20 €*	**3 574,20 €**
GYMNASE GOUNOT	7 148,40 €	*3 574,20 €*	**3 574,20 €**
PARKING LACHAMBAUDIE	7 148,40 €	*3 574,20 €*	**3 574,20 €**
TOTAL	**35 742,00 €**	***17 871,00 €***	**17 871,00 €**

FONDS DE CONCOURS

CAVYVS

FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE L'USAGE DU VELO AU QUOTIDIEN

BRUNOY

Amélioration de l'accessibilité aux équipements publics par les mobilités douces : Mise en place d'abris-vélos.

Programme 2026

Note de synthèse

Mairie de BRUNOY

19/11/2025

Table des matières

Programme 2026 0
Note de synthèse 0
Contexte 2
Sites ciblés pour 2026 2
Abords commerces et sites publics : 2
Plan de situation global du projet 3
Détails par site 4
Base de Loisirs Reigate & Banstead – Avenue Pierre Prost 4
Plan de situation 4
Plan cadastral 4
Secteur Saint-Pierre – rue de Montgeron 5
Plan de situation 5
Plan cadastral 5
Gymnase Coubertin – rue de l'Espérance 6
Plan de situation 6
Plan cadastral 6
Gymnase Gounot – Route de Brie 7
Plan de situation 7
Plan cadastral 7
Parking Lachambaudie – Hameau de Lachambaudie 8
Plan de situation 8
Plan cadastral 8
Choix du prestataire 9
Entreprise retenue 9
Coût par abri 9
Plan de financement 10
Calendrier prévisionnel 11
Table des annexes 12

Programme 2026

Fonds de concours CAVYVS : Favoriser le développement de l'usage du vélo au quotidien

CONTEXTE

Afin de soutenir la transition écologique et d'encourager la pratique des mobilités actives, la commune de Brunoy a décidé de se doter de plusieurs abri-vélos aux abords ou à l'intérieur d'équipements publics. Ce projet vise également à soutenir le schéma communautaire des liaisons douces porté par la Communauté d'Agglomération du Val d'Yerres Val de Seine.

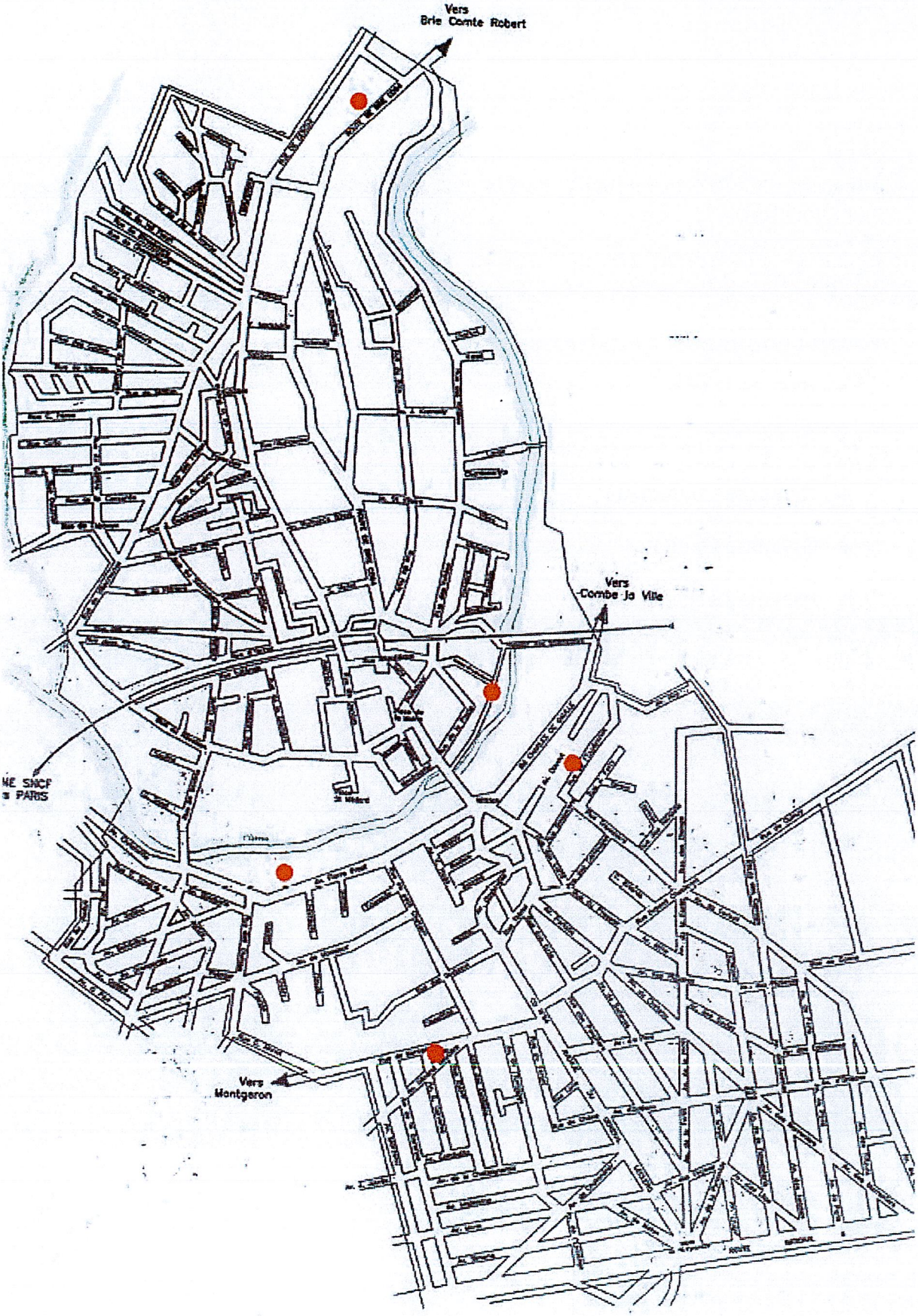
Ainsi, la commune souhaite mettre en place, en 2026, cinq abris vélo supplémentaires.

Sites ciblés pour 2026

Abords commerces et sites publics :

- Base de Loisirs Reigate & Banstead
- Rue de Montgeron, proche commerces
- Gymnase Coubertin
- Gymnase Gounot
- Parking Lachambaudie

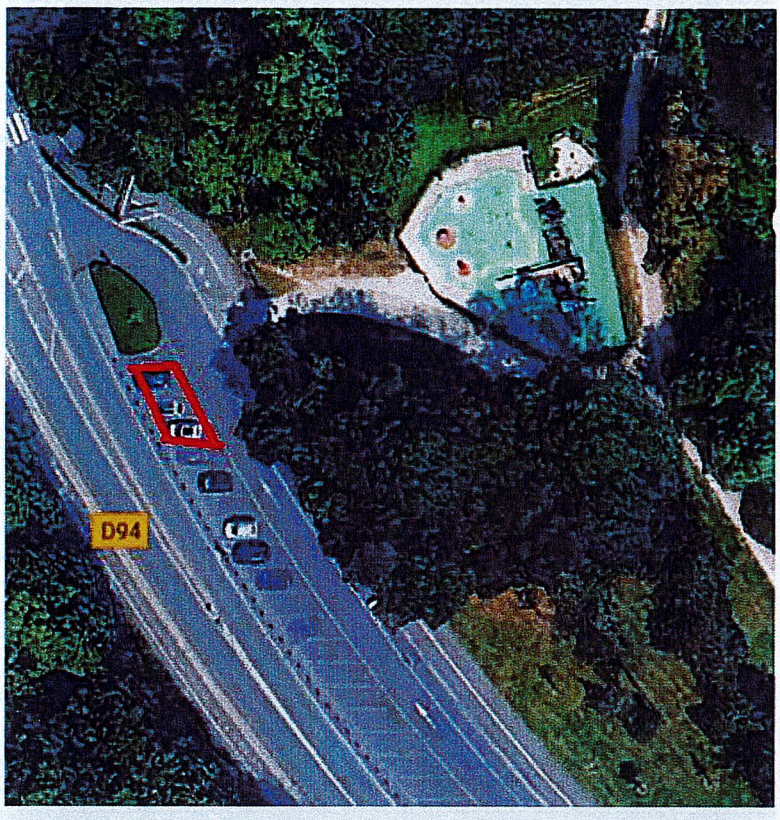
PLAN DE SITUATION GLOBAL DU PROJET



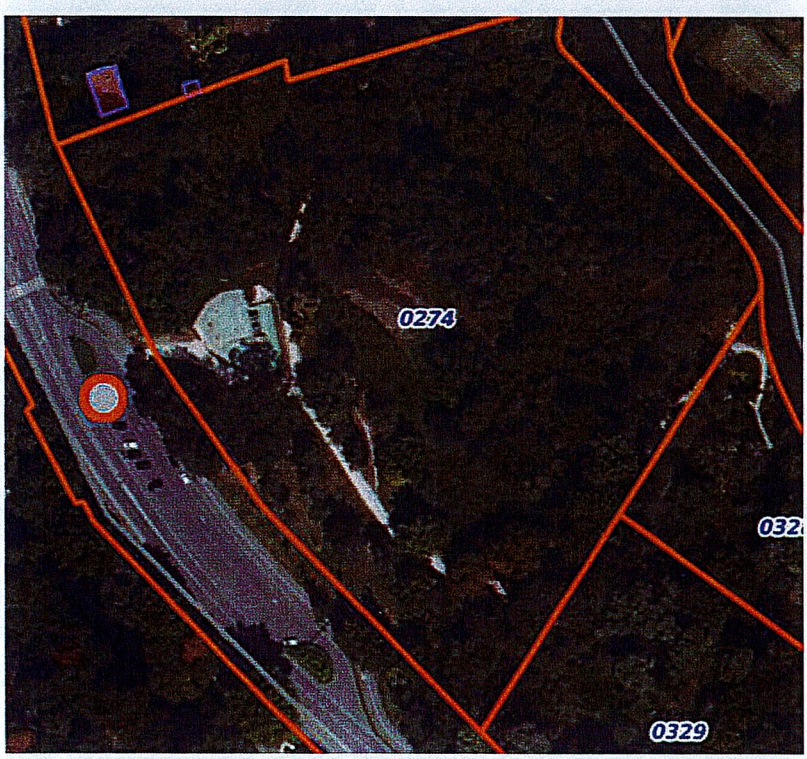
DETAILS PAR SITE

Base de Loisirs Reigate & Banstead – Avenue Pierre Prost

Plan de situation

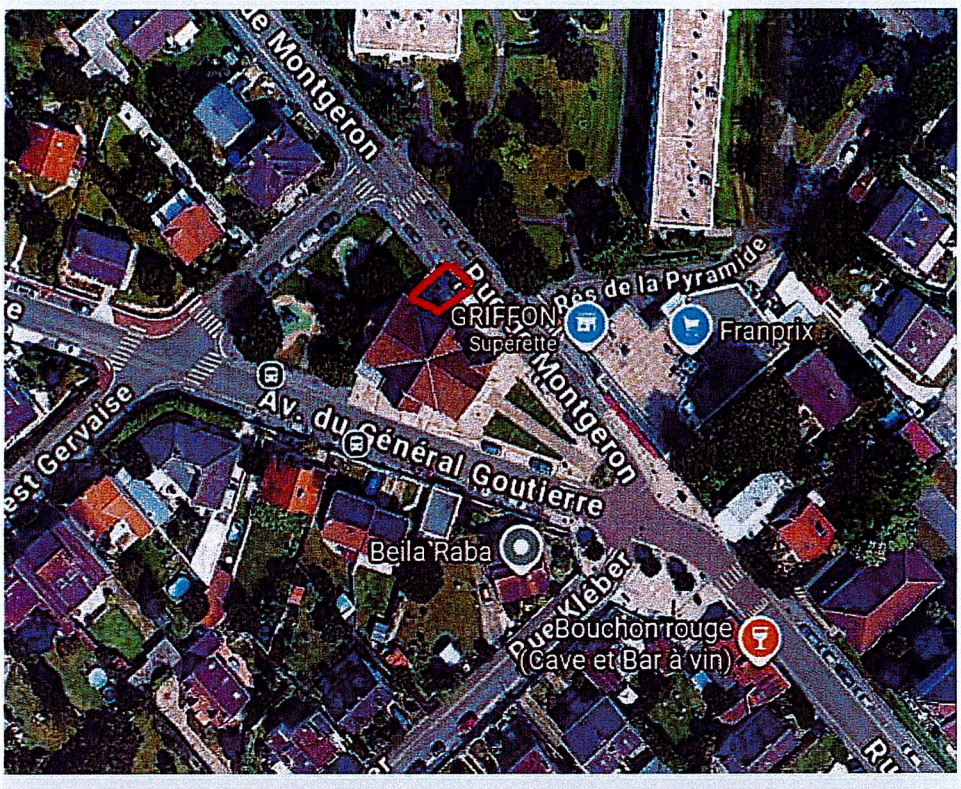


Plan cadastral



Secteur Saint-Pierre – rue de Montgeron

Plan de situation



Plan cadastral

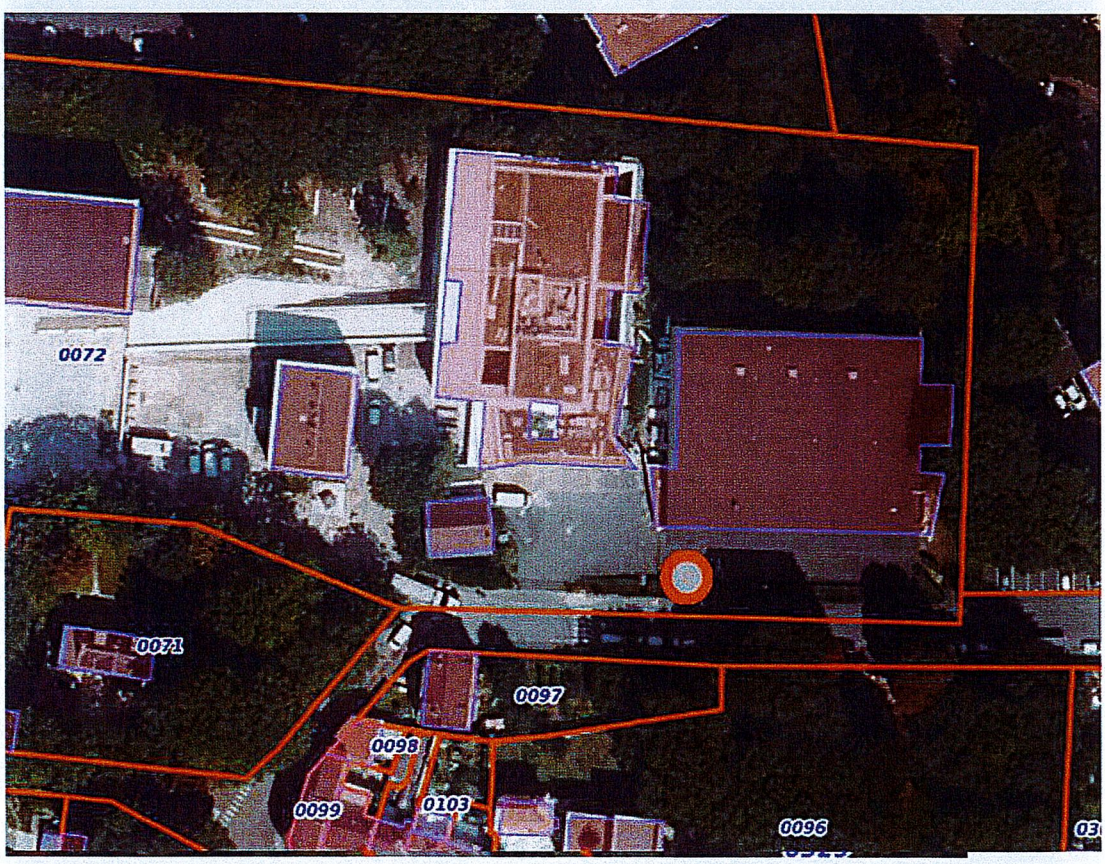


Gymnase Coubertin – rue de l'Espérance

Plan de situation

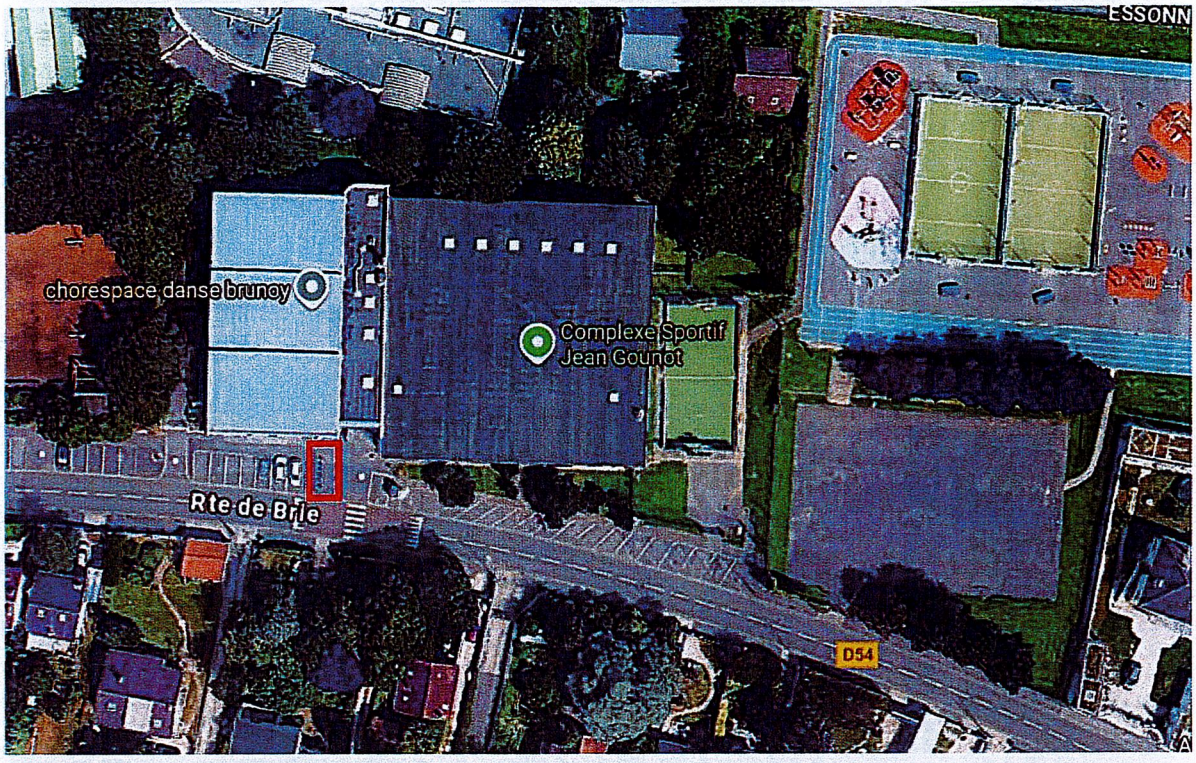


Plan cadastral



Gymnase Gounot – Route de Brie

Plan de situation



Plan cadastral



Parking Lachambaudie – Hameau de Lachambaudie

Plan de situation



Plan cadastral



CHOIX DU PRESTATAIRE

La consultation s'est orientée principalement vers des abris avec bardage bois.

Entreprise retenue :

- By Commute

Motivations :

- Facilité d'entretien : moins de risques de dégradations et d'affichage sauvage
- Visibilité pouvant être rassurante pour les usagers
- Matériaux sourcés

Modèle Jungle :



- Longueur : 4 m
- Profondeur : 2,15 m
- Hauteur : 2,45 m
- Montage et installation par l'entreprise

Coût par abri :

Abri-vélo : 5 680 € HT

Arceaux : 520 € HT

Montage et transport : 948,40 € HT

TOTAL : 8 578,08 € TTC

Coût pour abri pour 5 abris : 42 890,40 € TTC

PLAN DE FINANCEMENT

- **CAVYVS :** jusqu'à 50 % du reste à charge après participation Alvéole +.

Entreprise	Modèle	Prix par abri	Plafond sub CAVYVS	Reste à charge si part CAVYVS
By Commute	***Coût pour 5 abris Jungle***	35 742 €	17 871 €	**17 871 €**

**** Montants exprimés hors taxes***

CALENDRIER PREVISIONNEL

- **15 décembre :**
  Date limite de dépose du dossier Alvéole + et du dossier CAVYVS

- **2026 :**
  Passage en commission pour attribution fond de concours CAVYVS
  Date non connue.

- **Novembre :**
  Commande des abris vélo

- **Fin janvier – Début Février :**
  Réception et pose des abris-vélos

- **2027 :**
  Versement des subventions CAVYVS

TABLE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Courrier de sollicitation d'une aide financière auprès du Président de la CAVYVS
- Annexes 2.1 et 2.2 : Délibération n°20.009 du 27/05/2020, portant délégation de pouvoir à Monsieur le Maire et Décision de demande de subvention.
- Annexes 3 : Devis cinq abris vélos
- Annexe 4.1 et 4.2 : Fiches techniques des installations
- Annexe 5 : Plan de financement
- Annexe 6 : RIB

M. le Maire.- La délibération suivante porte sur l'acquisition d'une parcelle cadastrée OA 384 et la parole est à Nicolas Dohin.

Affaire 26.004/DC : ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE AO 384 SITUEE A L'ANGLE DE LA RUE DU REVEILLON ET DE LA PLACE SAINT MEDARD A BRUNOY

Monsieur DOHIN Nicolas, Adjoint au Maire, expose :

La délibération qui vous est proposée ce soir est une délibération de nature très technique ; elle porte sur l'acquisition, à l'euro symbolique, d'une petite parcelle de 2 m², liée au dessin architectural de l'immeuble Le Chemin du Roy, qui se situe au début de la rue du Réveillon et fait l'objet de la requalification de la place Saint-Médard.

Cette petite parcelle, qui aujourd'hui n'a pas vocation à un usage privé pour l'immeuble, est donc destinée à réintégrer l'espace urbain, et plus particulièrement la placette qui se dessinera au droit du futur bâtiment.

Monsieur le Maire vous demande de bien vouloir en délibérer.

M. le Maire.- Merci.

Y a-t-il des questions sur cette acquisition importante ? Madame Bonafous.

Mme BONAFOUS.- Monsieur le Maire, chers collègues, nous ne contestons absolument pas l'intérêt de régulariser l'emprise de cette petite parcelle triangulaire qui de fait jouxte l'espace public. Toutefois, plusieurs points mériteraient d'être clarifiés pour garantir la sécurité juridique de l'opération :

Premièrement, une contradiction existe entre la note de synthèse (parcelle AO 384) et ce projet de délibération (lot B issu de la division de la parcelle AO 383). Cette incohérence, même minime, doit être levée avant le vote.

Deuxièmement, bien que l'avis de France Domaine ne soit pas obligatoire, il aurait été prudent de le solliciter pour confronter le caractère symbolique du prix et éviter tout risque de contentieux.

Troisièmement, les frais de notaire, qui resteront bien entendu à la charge de la Commune, ne sont pas chiffrés.

Une simple mention « la dépense est prévue au budget » est trop imprécise.

Enfin, la délibération n'explique pas l'usage futur de ces deux mètres carrés. Une acquisition en pleine propriété est-elle vraiment nécessaire ? Une servitude ou une convention d'occupation n'aurait-elle pas suffi ?

Nous proposons de compléter la délibération par ces éléments. Sous réserve de ces ajustements, nous voterons ce texte en toute transparence.

M. le Maire.- Monsieur le rapporteur souhaite-t-il apporter des éléments de réponse ?

M. DOHIN.- S'agissant du numéro de la parcelle 384, il s'agit en effet d'un nouveau numéro qui sera attribué, puisque, initialement, il s'agissait de la parcelle 383. Dès lors qu'elle réintègre le domaine communal, un nouveau numéro lui est affecté ; ce sera bien le 384, comme indiqué sur l'extrait cadastral.

En ce qui concerne les frais de notaire, la Ville se portant acquéreur pour un montant très modeste, je ne suis pas en mesure d'en préciser le chiffre exact, mais il s'agira de frais de notaire réduits.

M. le Maire.- Sur 1 €, cela peut représenter tout de même quelque chose d'assez significatif !

Affaire 26.004/DC : ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE AO 384 SITUEE A L'ANGLE DE LA RUE DU REVEILLON ET DE LA PLACE SAINT MEDARD A BRUNOY

M. DOHIN.- Oui, sans doute ! Il faudra le vérifier.

S'agissant de la récupération de cette parcelle dans le domaine public, cela a tout son sens, ne serait-ce que pour son entretien. Si, demain, des trottoirs ou des aménagements de la placette doivent être repris, entretenus ou nettoyés, il est plus cohérent et plus pratique de disposer d'un espace communal d'un seul tenant au pied de cet immeuble.

M. le Maire.- Quant à l'évaluation des Domaines, elle n'a pas été requise, compte tenu de la faiblesse du montant : le service des Domaines n'intervient pas pour des évaluations inférieures à 180 000 €.

Y a-t-il d'autres questions ? *(Aucune)*

Je vous invite à procéder au vote.

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur Le Maire,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la propriété des personnes publiques,

VU l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises de location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDERANT la volonté de la Ville d'acquérir de gré à gré la parcelle cadastrée AO n°384, correspondante au lot B issu de la division de la parcelle AO n°383 sur le plan de division annexé à la présente délibération, d'une superficie de 2 m², à l'euro symbolique, proposé par la SCCV GEP.

CONSIDERANT que le prix proposé, d'un montant d'un euro, n'atteint pas le seuil de consultation du service du Domaine de la Direction Départementale des Finances Publique fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 susvisé,

Sa Commission Ressources et Dialogue Social entendue,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE
34 Voix Pour, 1 Abstention

Affaire 26.004/DC : **ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE AO 384 SITUEE A L'ANGLE DE LA RUE DU REVEILLON ET DE LA PLACE SAINT MEDARD A BRUNOY**

ARTICLE 1 : **AUTORISE** l'acquisition par la Commune de Brunoy du terrain sis angle de la rue du Réveillon et de la place Saint-Médard, à Brunoy cadastré AO n°384, lot B issu de la division de la parcelle AO n°383 sur le plan de division annexé à la présente délibération, propriété de la SCCV GEP, au prix de l'euro symbolique.

ARTICLE 2 : **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes authentiques relatifs à cette acquisition ainsi que tous les actes y afférents et à choisir l'étude notariale en charge de ces actes.

ARTICLE 3 : **DIT** que les frais afférents à la rédaction et la régularisation des actes authentiques seront à la charge de la Commune.

ARTICLE 4 : **DIT** que la dépense est prévue au budget.

ARTICLE 5 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

M. le Maire.- Je vous remercie.

Commune :
BRUNOY (114)

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 1663V

Document vérifié et numéroté le 29/01/2026
A PTGC Corbeil-Essonnes
Par Mathilde COUDON
Inspectrice
Signé

PTGC de Corbeil-Essonnes
75-79 rue Feray

91107 Corbeil-Essonnes cedex
Téléphone : 01 60 90 51 00
Fax : 01 60 90 51 28
cdif.corbeil@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Section : AO
Feuille(s) : 000 AO 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 29/01/2026
Support numérique : ———

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : ——— effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le ——— par ——— géomètre à ———.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la présente 6463.

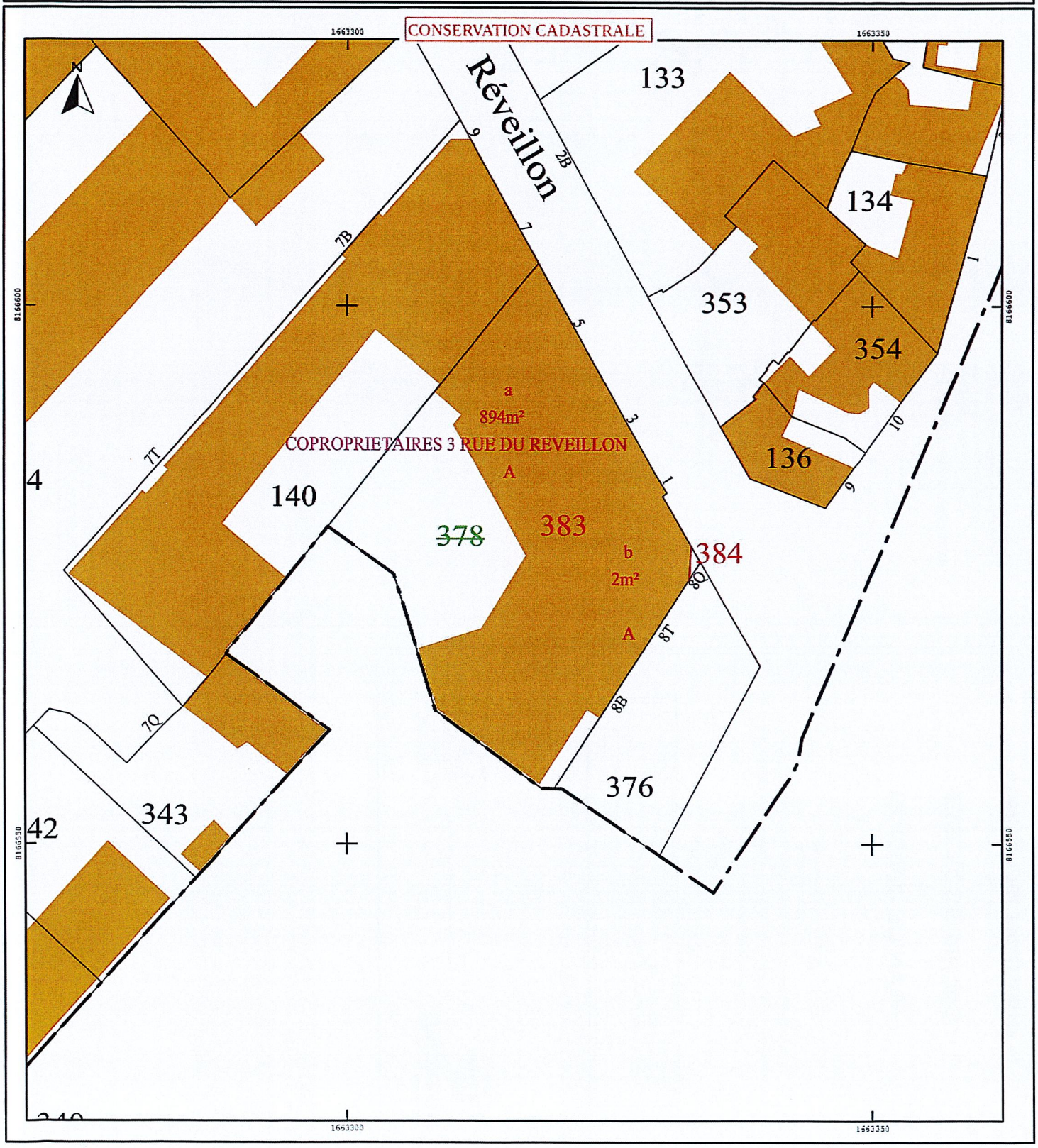
A ———, le ———

Modification demandée par procès-verbal du cadastre

D'après le document d'arpentage dressé
Par Christophe LUQUET (2)

Réf. : 21785-05
Le 28/01/2026

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

COMMUNE DE BRUNOY

Société SCCV GEP

PLAN DE DIVISION

Références Cadastrales

3-5 Rue du Réveillon

Référence cadastrale avant division : Section AO n°378

Référence cadastrale après division : Section AO n°383 et 384

Contenance cadastrale : 09a07ca

Superficie mesurée : 896m²

ECHELLE : 1/200

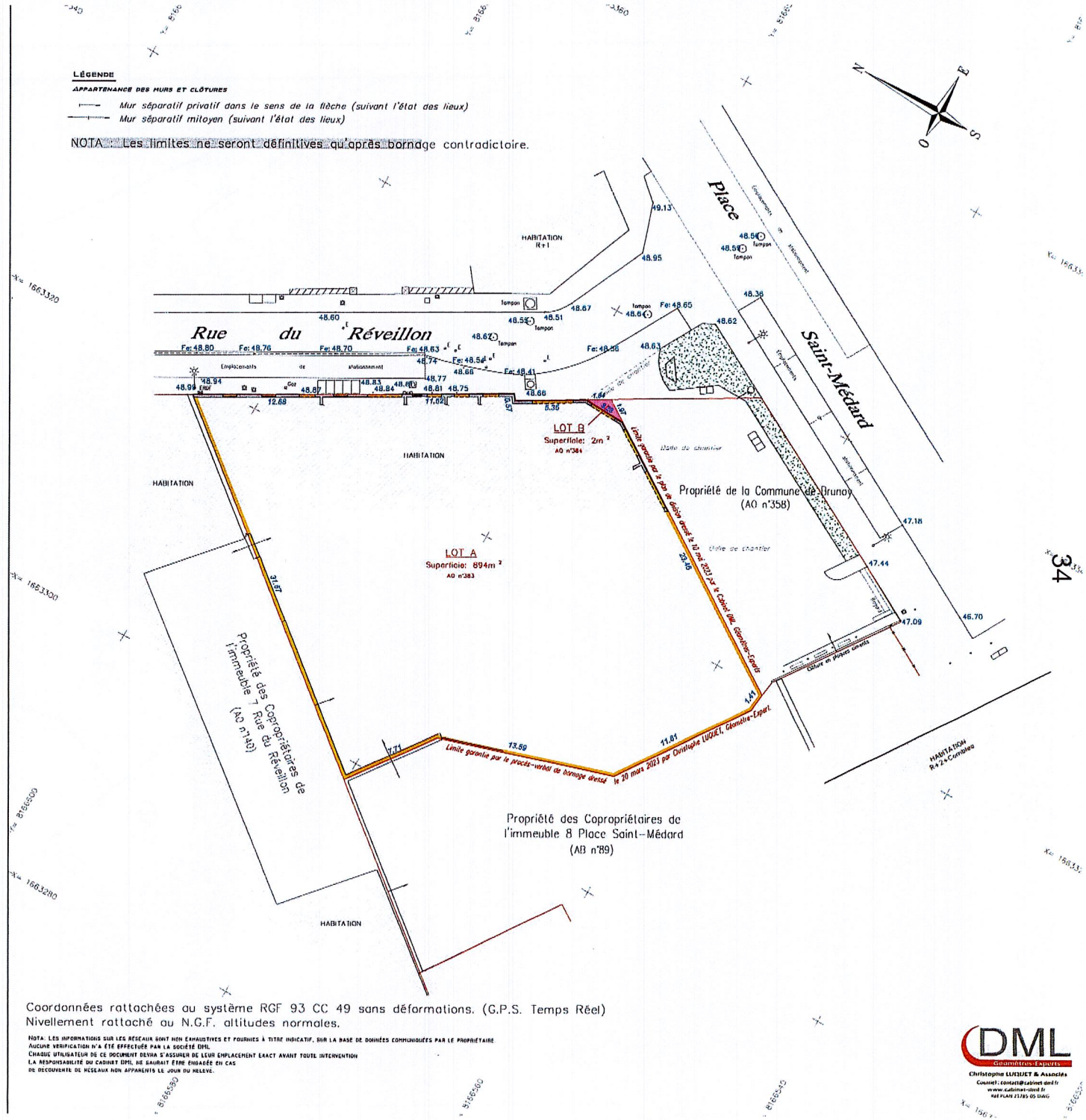
M	MODIFIE LE	NATURE DE LA MODIFICATION	MOD. N° 2
1	23/09/2025	PLAN DE DIVISION	
2	29/01/2026	MISE A JOUR DES REFERENCES CADASTRALES	

GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE
N° d'inscription : 2003C200008

DML Géomètres-Experts
Christophe LUQUET & Associés
Courriel : contact@cabinet-dml.fr
www.cabinet-dml.fr

CONTROLE PAR FHU LE 29/01/2026

Ref plan : 21785-05.dwg / FHU



M. Le Maire - La prochaine délibération est rapportée par Timotée Daviot.

Affaire 26.005/DE : CREATION D'UN POSTE D'AGENT D'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS SPORTIFS AU SEIN DU SERVICE DES SPORTS ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

Monsieur DAVIOT Timotée, Adjoint au Maire, expose :

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, Mesdames et Messieurs, bonsoir.

Je profite de cette délibération pour remercier très chaleureusement le service des sports, dont on peut saluer le travail remarquable accompli au cours de ce mandat, tant pour sa rigueur et son professionnalisme que pour la tenue et la gestion de nos équipements. Nous sommes reconnus bien au-delà du territoire, que ce soit pour la qualité de notre pelouse de football ou pour celle des installations du gymnase Gounot - nous y étions encore le week-end dernier avec M. le Maire.

Un véritable travail est réalisé, et la délibération de ce soir s'inscrit d'ailleurs dans cette reconnaissance, puisqu'elle porte sur une transformation de poste. L'État, qui venait auparavant en aide aux collectivités, se désengage aujourd'hui, sur ce sujet comme sur d'autres, et laisse désormais à la charge de la Commune le choix de maintenir ou non le service public - car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le poste concerné est aujourd'hui un emploi aidé qui permet l'ouverture du gymnase Gounot.

Comme vous le savez, notre ville dispose de trois gymnases, ouverts quasiment 365 jours par an - à l'exception de deux semaines en août et d'une semaine à Noël -, sept jours sur sept, avec des amplitudes horaires de plus de quatorze heures par jour, afin d'accueillir les écoles, les collèges, les lycées et nos quarante associations sportives, et tout cela grâce aux agents de la Collectivité.

L'État se désengage donc, et nous avons le choix : soit supprimer un poste et réduire le service public, soit prendre à notre charge ce poste et créer un emploi d'agent territorial. C'est cette seconde option que nous vous proposons ce soir.

Monsieur le Maire vous demande de bien vouloir en délibérer.

M. le Maire.- Merci.

Y a-t-il des questions sur cette délibération ? *(Aucune)*

Je vous invite à procéder au vote.

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur Le Maire,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales,

Affaire 26.005/DE : CREATION D'UN POSTE D'AGENT D'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS SPORTIFS AU SEIN DU SERVICE DES SPORTS ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

VU le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8,

CONSIDERANT la fin des dispositifs d'emplois aidés subventionnés par l'Etat,

CONSIDERANT la volonté de la ville de garantir la continuité du service public au sein de ses équipements sportifs,

CONSIDERANT la nécessité de créer un poste d'« agent d'entretien des équipements sportifs »,

CONSIDERANT la nécessité de préciser les conditions de recrutement et de rémunération des agents des postes nouvellement créés,

Sa Commission Ressources et Dialogue Social entendue,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

ARTICLE 1 : **DECIDE** de créer un poste d'« agent d'entretien des équipements sportifs » au sein du service du Sport et des Equipements Sportifs, dans les conditions de recrutement et de rémunération suivantes :

- un poste du cadre d'emplois des adjoints techniques, titulaires, ou en l'absence d'agents statutaires répondant aux critères demandés, un agent contractuel de catégorie C, à temps complet, recruté dans les conditions de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique,
- le candidat contractuel doit pouvoir justifier au minimum, d'un niveau de diplôme de niveau 3 (BEP, CAP minimum) et une expérience dans le domaine sera appréciée,
- la rémunération correspond à la base statutaire pour un titulaire et pour un contractuel, est fixée dans la limite de l'indice terminal du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux.

ARTICLE 2 : **DIT** que la dépense est prévue au budget.

ARTICLE 3 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

M. le Maire.- Je vous remercie.

Affaire 26.006/DE : RECRUTEMENT DE VACATAIRES POUR ASSURER DES ACTIONS DE FORMATION A DESTINATION DES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE

Monsieur GALLIER Bruno, Maire, expose :

Comme vous l'imaginez, notamment du fait de l'armement, nos policiers municipaux sont astreints à un certain nombre de formations : des formations préalables, mais également de la formation continue, régulière d'entraînement à la manipulation des armes. Certaines de ces formations sont réalisées par le CNFPT ; c'est le cas des formations au pistolet semi-automatique, au lanceur de balles de défense et au pistolet à impulsion électrique.

Pour autant, d'autres formations sont organisées directement par les collectivités, par les villes ; c'est notamment le cas des formations à l'usage des générateurs d'aérosols, des bombes lacrymogènes, ainsi que des bâtons et des techniques professionnelles d'intervention. Il vous est proposé aujourd'hui qu'elles soient réalisées par des vacataires, qui seraient donc employés le temps de la formation par la Ville, et de faire appel à ce type de formateurs auprès de notre police municipale.

C'est ce que je pouvais vous dire sur le sujet.

Y a-t-il des observations ou des questions ? Monsieur Treuil.

M. TREUIL.- Bonsoir à toutes et à tous.

Pourquoi fait-on appel à des vacataires sous forme d'emploi, et pourquoi cette formation ne peut-elle pas se faire sous forme de prestation, par exemple ? Et pourrait-on avoir une idée du montant ?

M. le Maire.- Je n'ai pas le montant en tête, sauf si les services l'ont.

On me souffle que l'article 2 précise les montants par agent. Vous avez en effet le prix des vacations par agent, en fonction de l'effectif formé. Vous voyez que ce sont des sommes de l'ordre de 70 à 90 € bruts par session de formation.

M. TREUIL.- Excusez-moi, je n'avais pas lu jusqu'au bout. Merci.

M. le Maire.- Y a-t-il d'autres modalités qui auraient permis de procéder par voie de prestation ? Je l'ignore également. Je suppose que, si cela nous est proposé par notre police municipale, c'est que l'usage, dans ce domaine, est d'organiser les formations de cette façon-là.

Y a-t-il d'autres questions ? *(Aucune)*

Je vous invite à procéder au vote.

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur Le Maire,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales,

Affaire 26.006/DE : RECRUTEMENT DE VACATAIRES POUR ASSURER DES ACTIONS DE FORMATION A DESTINATION DES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE

VU le Code général de la fonction publique,

CONSIDERANT la nécessité que les policiers municipaux suivent des formations d'entraînement au maniement des armes,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de faire appel à un vacataire pour délivrer les formations d''entrainement aux Bâtons et Techniques Professionnelles d'Intervention (BTPI) et Générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes (GAIL),

CONSIDERANT qu'en dehors des cas de recrutement prévus aux articles L332-1 et suivants du code général de la fonction publique, les collectivités et leurs établissements publics peuvent recruter des « vacataires »,

Sa Commission Ressources et Dialogue Social entendue,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

ARTICLE 1 : **DECIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à recruter des vacataires pour organiser les séances de formation aux entrainements d'utilisation de bâtons et techniques professionnelles d'intervention et d'utilisation de générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes auprès des agents de la police municipale.

ARTICLE 2 : **DECIDE** de fixer la rémunération de chaque vacation (correspondant à une séance de formation) comme suit :

- de 1 à 4 agents = 90 € brut par agent par session de formation
- de 5 à 6 agents = 80 € brut par agent par session de formation
- de 7 à 20 agents = 70 €brut par agent par session de formation

ARTICLE 3 : **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents et actes afférents à cette décision.

ARTICLE 4 : **DIT** que la dépense est prévue au budget.

ARTICLE 5 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

M. le Maire – Je vous remercie.

Affaire 26.007/DH : APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION D'INSCRIPTION DE LA VILLE DE BRUNOY AU DISPOSITIF DE CINEMA ITINERANT PORTE PAR L'ASSOCIATION CINESSONNE

Monsieur GALLIER Bruno, Maire, expose :

Nous abordons la dernière délibération de notre Conseil municipal de cette mandature, et je trouve que c'est une belle clôture que de décider collectivement de proposer à notre ville le retour du cinéma. Certes, pas forcément selon les modalités que nous avons connues il y a de très nombreuses années avec le Palace, qui était installé à Brunoy, mais selon des modalités qui nous ont été proposées par une personne ayant été très active au Palace, en l'occurrence Mme Dominique Bax.

Ce qui vous est proposé, c'est, dans un premier temps, de tester l'appétence des Brunoyens pour des séances de cinéma. Ces séances auraient lieu ici, ce qui implique sans doute un certain nombre de petits aménagements à prévoir, notamment concernant les chaises sur lesquelles nous sommes assis, qui pourraient être changées. Les projections auraient lieu de façon assez régulière, selon un rythme à définir avec Cinessonne, et porteraient sur des films ayant au moins cinq semaines de diffusion.

Les coûts sont précisés dans la délibération : chaque projection représenterait un montant de 1 100 € à verser à Cinessonne, celle-ci facturant ces 1 100 € déduction faite des recettes encaissées au titre des séances. Les recettes sont calculées sur la base de 5 € pour un adulte, 4 € pour un enfant, 3 € pour les enfants en groupe, avec également des réductions pour les demandeurs d'emploi et les familles nombreuses. Il s'agit d'une tarification plutôt avantageuse au regard des usages habituels des salles de cinéma.

Les films proposés seront de qualité, et la Ville pourra les choisir à partir d'un catalogue, avec également la possibilité d'organiser des séances spécifiques, avec, le cas échéant, la présence d'un réalisateur ou d'un conférencier, ou encore l'organisation de petits festivals autour d'une thématique particulière ou d'un metteur en scène, par exemple.

Les projections seront réalisées avec du matériel professionnel, installé dans cette salle par Cinessonne. Cinessonne est l'association qui propose, dans le département de l'Essonne - et qui est aidée par le Département de l'Essonne -, ce type de projections. À l'origine, Cinessonne avait été conçue pour projeter des films dans l'Essonne rurale, mais elle s'installe progressivement dans la périphérie plus dense de notre département.

Personnellement, je trouve que c'est une très belle initiative, portée au sein de notre Conseil municipal par Marie-Hélène Euvrard, qui n'est pas présente ce soir, mais que je souhaite remercier et féliciter pour le travail mené avec Cinessonne sur la proposition qui vous est faite aujourd'hui.

Avez-vous des questions sur le sujet ? Monsieur Mathy.

M. MATHY.- Il n'est pas précisé quelle est la capacité d'une salle des fêtes transformée en salle de cinéma. Pourriez-vous nous indiquer ce point, en nombre de places assises ?

M. le Maire.- Ce doit être entre 150 et 200 places. Ensuite, il y a des contraintes liées au règlement de sécurité, mais c'est de cet ordre de grandeur. J'aimerais que la salle soit remplie ; je ne suis pas certain que ce soit le cas au début. Nous avons lancé récemment l'Université du Temps Libre, avec déjà deux séances qui ont eu lieu à Brunoy, sur un système d'entrée payante aussi, avec un droit d'entrée relativement modeste au regard de la qualité des conférences proposées, et cela fonctionne, puisque nous atteignons facilement au moins 150 personnes à chaque séance. Étant précisé que l'UTL fonctionne avec Boussy-Saint-Antoine et que le public est mixte. C'est également ouvert aux Yerrois dès lors qu'ils sont adhérents à l'Université du Temps Libre.

Affaire 26.007/DH : APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION D'INSCRIPTION DE LA VILLE DE BRUNOY AU DISPOSITIF DE CINEMA ITINERANT PORTE PAR L'ASSOCIATION CINESSONNE

M. MATHY.- Un autre point m'a interpellé : dans les cinémas, en règle générale, il y a une inclinaison des rangs de spectateurs. Avez-vous envisagé de faire la même chose, ou est-ce que ce sera sur un plancher tel qu'il est aujourd'hui ?

M. le Maire.- Je parlais tout à l'heure de l'équipement de la salle, en évoquant principalement les sièges. Nous avons étudié la possibilité d'installer des gradins rétractables dans cette salle. C'est toujours envisageable, mais cela occupe un volume important, au point que, même une fois les gradins rétractés, la salle ne serait plus réellement utilisable.

Nous sommes donc, à ce stade, sur l'idée de tester la formule dans une salle à plat. Il y a sans doute une question d'inclinaison de l'écran : à défaut de pouvoir incliner la salle, il faudra voir s'il est possible d'incliner l'écran. Cela devra être étudié.

Avez-vous d'autres questions ? *(Aucune)*

Je vous invite à procéder au vote.

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur Le Maire,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 relatif aux attributions du Conseil municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1111-4 relatif aux compétences partagées, notamment en matière de culture

CONSIDERANT la convention intitulée « Convention en vue de l'inscription d'une commune au dispositif de cinéma itinérant » proposée par l'association Cinessonne,

CONSIDERANT l'intérêt pour la Ville de Brunoy de renforcer l'accès à une offre culturelle de proximité, à destination de tous les publics,

CONSIDERANT que le dispositif proposé permet l'organisation de projections dans des conditions professionnelles, conformément aux règles applicables,

CONSIDERANT que la convention fixe les engagements respectifs de la commune et de l'association Cinessonne (conditions matérielles, accueil du public, communication, programmation, facturation),

Affaire 26.007/DH : APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION D'INSCRIPTION DE LA VILLE DE BRUNOY AU DISPOSITIF DE CINEMA ITINERANT PORTE PAR L'ASSOCIATION CINESSONNE

Sa Commission Jeunesse, Sport, Culture et Evènementiel entendue,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

ARTICLE 1 : APPROUVE les termes de la convention d'inscription de la Ville de Brunoy au dispositif de cinéma itinérant porté par l'association Cinessonne, annexée à la présente.

ARTICLE 2 : AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre.

ARTICLE 3 : PRECISE que les dépenses liées à l'exécution de cette convention seront imputées sur les crédits inscrits au budget communal.

ARTICLE 4 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

26.008/D **OCTROI D'UNE SURCHARGE FONCIERE A SNL PROJET SAINT MEDARD D'UN MONTANT DE 90 000€**

RETIRE

M. le Maire.- Je vous remercie. Cela clôture bien notre mandat.

J'aurais souhaité que, sur ce type de proposition, il y ait certes un vote pour, mais aussi le plaisir de le voter pour les Brunoyens et de leur offrir une offre de cinéma, qui a disparu de la commune depuis de très nombreuses années. En tout cas, j'en suis particulièrement satisfait et heureux.

Mme SPIEGEL.- Nous aussi.

M. le Maire.- Vous aussi, très bien. Cela va mieux en le disant. Merci.

Le Conseil municipal est ainsi terminé. Nous avons un verre de l'amitié à partager dans quelques instants. Ne quittez donc pas la salle. L'invitation s'adresse également au nombreux public présent ce soir - ce qui est assez exceptionnel. Merci à vous en tout cas d'être là, et bonne soirée à tous.

(Applaudissements.

La séance est levée à 20 h 00.

Vu l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022, seules les signatures du Maire, Président du Conseil municipal et du Secrétaire de séance désigné seront apposées lors de l'approbation du présent Procès-Verbal :

Approuvé le : 28/04/2026

Signent le Maire et le Secrétaire de séance :

Secrétaire de Séance

Nicolas DOHIN

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

Publié sur le site de la Ville le : 30/04/2026